

LE GRAND PARIS DE DEMAIN DOIT PORTER L'AMBITION D'UNE ILE-DE-FRANCE PLUS COMPÉTITIVE ET PLUS SOLIDAIRE

Bruno MILLIENNE

- ▶ Député Modem des Yvelines
- ▶ Membre de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire
- ▶ Conseiller régional d'Ile-de-France



A lors que nombre d'élus franciliens s'imaginent que le président de la République a enterré le projet de réforme du Grand Paris, je peux leur répondre - sereinement - qu'il n'en est rien. Emmanuel Macron et son Premier ministre rendront leur copie en temps et en heure. Leur avis est très attendu tant il engagera l'Ile-de-France dans un changement profond et sans précédent.

En matière de décentralisation, les pouvoirs publics, refusant de trancher, refusant de choisir, incapables de supprimer des strates quand ils en ajoutaient d'autres, ont organisé de longue date la paralysie et la complexité. Dans ce décor, l'Ile de France détient le record de la complexité avec six échelons d'administration. De quoi donner le tournis à une toupie.

Le président de la République en est parfaitement conscient puisqu'il a déjà appelé à une « simplification drastique ». Aujourd'hui cette simplification est une absolue nécessité. En effet, un système politique qui fait coexister trois poids lourds, la région, la métropole et Paris, ne peut perdurer et fonctionner.

A l'heure du Brexit et de la concurrence de plus en plus avérée entre les capitales mondiales pour devenir des pôles de compétitivité incontournables, nous avons besoin d'une unité de commandement et non d'une juxtaposition de « féodalités », défendant à cor et à cri leurs prérogatives sans souci de l'intérêt général des Franciliens. Il va donc falloir que le Gouvernement réponde à toutes les inquiétudes dont la principale est celle de voir s'installer une Ile-de-France à deux vitesses.

Sans préjuger des plans de l'Élysée et de Matignon, il convient d'attirer l'attention sur les incohérences que soulèverait une métropole nouvelle génération englobant les seuls départements de la petite couronne.

D'abord, à l'horizon 2030, la pression foncière et démographique, combinée à l'extension des infrastructures de transports, augmentera l'attractivité des territoires situés dans les départements de la grande couronne. Ce mouvement rend de fait obsolète le périmètre de cette formule métropolitaine et oblige à avoir une politique du logement et d'urbanisation responsable et stratégique car elle devra être respectueuse de l'environnement. Il en est de même pour les pôles de compétitivité et les bassins d'emplois, déjà identifiés et dépassant eux aussi les frontières du Grand Paris.

Se restreindre à une métropole du tout urbain, c'est aussi se priver de faire de l'Ile-de-France un véritable laboratoire agricole et environnemental, notamment pour développer les économies vertes et circulaires, ainsi que les nouvelles mobilités.

C'est aussi se priver d'un laboratoire technologique, car l'Ile-de-France concentre un immense vivier en R&D - hors des murs de la métropole - qui peut devenir, dès demain, une vitrine de la French Tech.

« Un système politique qui fait coexister trois poids lourds, la région, la métropole et Paris, ne peut perdurer et fonctionner »



Fort de cette analyse, le bon périmètre métropolitain, le plus cohérent, apparaît comme étant celui de l'Ile de France par une fusion de la métropole et de la région. A l'image du Grand Londres, un partage des compétences sur deux niveaux, région et intercommunalités, apparaît opportun. L'échelon régional exercerait les compétences stratégiques relatives à la planification des politiques publiques, aux grands équipements et à l'attractivité économique. Les intercommunalités hériteraient des compétences de proximité. La fiscalité locale devra être repensée.

De même, les compétences des départements franciliens devront être progressivement redistribuées à la région pour l'attractivité et aux intercommunalités pour les dispositifs de soutien aux communes et aux personnes en difficultés.

Pour faire gagner l'Ile-de-France et les franciliens, une chose est certaine, le Gouvernement devra sortir des sentiers battus et se montrer innovant tout en gardant à l'esprit l'impératif de solidarité entre territoires. Cette fois-ci, personne ne tolérera d'être laissé sur le bas-côté de la route. ●